



Conseil de sécurité
Briefing UNOWAS

New York, le 12 juillet 2024

Déclaration de la Suisse
Lue par Pascale Baeriswyl, Représentante permanente de la Suisse

Merci, Madame la Présidente,

Et je voudrais souhaiter la bienvenue au Représentant spécial du Secrétaire Général, Mr. Leonardo Santos Simão, et je le remercie pour son exposé.

L'Afrique de l'Ouest et le Sahel sont dotés d'un énorme potentiel. C'est l'une des régions les plus jeunes au monde, particulièrement le Sahel, où la majorité de la population a moins de 25 ans. Nous devons par conséquent tâcher de répondre aux besoins et au potentiel de cette jeunesse. Les investissements dans la santé, l'éducation et la formation professionnelle pourraient produire d'énormes gains grâce au développement démographique. Si ce potentiel n'est toutefois pas renforcé et soutenu, il peut y avoir des risques et des défis importants au-delà de la sous-région.

Le Conseil de Sécurité a adopté une déclaration présidentielle sur UNOWAS en mai. C'est un message fort de soutien, d'unité et de solidarité de ce Conseil, tant avec la région que pour le travail du Représentant spécial. Ce texte vise précisément à renforcer le potentiel de la région et à la soutenir pour relever les défis auxquels elle est confrontée, en complément des efforts de l'Union Africaine et de la CEDEAO.

Je souhaite soulever trois points en particulier :

Premièrement, nous appelons toutes les parties en conflit à respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire pour protéger la population civile. Les attaques à grande échelle menées par des groupes armés et l'intensification des affrontements avec les forces de sécurité nationales affectent les civils. Les enfants et les jeunes sont particulièrement vulnérables aux atrocités et aux recrutements forcés. Les autorités concernées devraient collaborer avec les Nations Unies dans le développement de plans d'action concrets pour mettre fin aux violations du droit international humanitaire et des droits humains ainsi que pour renforcer la protection des civils et l'accès aux services de base. A titre d'exemple, la Suisse œuvre au Mali pour offrir des opportunités d'éducation dans les zones touchées par les conflits. De plus, nous apprenons du rapport du Secrétaire général que le contexte opérationnel pour les agences humanitaires reste difficile en raison de l'insécurité et des limitations d'accès. Nous rappelons à cet égard la résolution 2730 sur la protection du personnel des Nations Unies et du personnel humanitaire.

Deuxièmement, il est crucial de promouvoir le dialogue et de coordonner les engagements multinationaux, régionaux et bilatéraux pour atténuer les tensions internes et interétatiques afin d'éviter une aggravation des crises. La résurgence de tensions au niveau sous-régional est préoccupante. Nous nous félicitons des activités de plaidoyer et des bons offices que le Représentant spécial Simão et d'autres acteurs et actrices ont entrepris. Nous saluons également la décision prise par le Conseil de Paix et de Sécurité de l'UA en mai 2024 de nommer un facilitateur de haut niveau pour les pays en transition. Afin de reconstruire la confiance et de trouver une issue aux nombreuses crises qui secouent la sous-région,

la Suisse reste engagée et contribue à promouvoir des espaces d'échange et de dialogue entre différents acteurs et actrices.

Troisièmement, l'espace civique et politique est fondamental pour que les millions de jeunes dans la région puissent réaliser leur potentiel économique et social. La réduction de ces espaces dans certains pays est inquiétante. Le rapport du Secrétaire général souligne notamment l'interdiction des activités des partis politiques et des organisations de la société civile. Une société civile dynamique incite les gouvernements à rendre des comptes, à garantir la transparence et augmente la confiance dans le gouvernement. Nous appelons tous les Etats à créer un environnement favorable et à veiller au respect des droits de réunion pacifiques, de la liberté d'association et de la liberté d'expression, y compris pour les membres de tous les partis politiques. A cet égard, la Suisse prend note de la récente décision du Mali de lever la suspension des partis politiques et des activités à caractère politique des associations. Nous encourageons de ce fait UNOWAS à continuer son travail sur la promotion de la bonne gouvernance.

Madame la Présidente,

La Suisse poursuivra son engagement pour la paix durable, le développement dans la région et l'atténuation des risques sécuritaires liés au changement climatique. En vue de notre présidence en octobre, nous veillerons également à ce que les échanges avec le Conseil de Paix et de Sécurité de l'UA permettent une réflexion approfondie sur le Sahel répondant aux attentes régionales et des pays concernés. Nous enjoignons les deux Conseils à maintenir leur soutien et à garder leur attention sur la région.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Thank you, Madam President

I would like to welcome the Special Representative of the Secretary General, Mr. Leonardo Santos Simão, and thank him for his presentation.

West Africa and the Sahel have enormous potential. It is one of the youngest regions in the world, particularly the Sahel where the majority of the population is under 25. We must therefore strive to meet the needs and potential of these young people. Investments in health, education and vocational training could yield enormous gains from demographic development. However, if this potential is not strengthened and sustained, there may be significant risks and challenges beyond the sub-region.

The Security Council adopted a presidential statement on UNOWAS in May. This is a strong message of support, unity and solidarity from the Council, both with the region and for the work of the Special Representative. This text aims precisely to strengthen the region's potential and support it in meeting the challenges it faces, complementing the efforts of the African Union and ECOWAS.

I would like to raise three points in particular:

First, we call on all parties in conflict to respect their obligations under international humanitarian law to protect the civilian population. Large-scale attacks by armed groups and intensified clashes with national security forces are affecting civilians. Children and young people are particularly vulnerable to atrocities and forced recruitment. The authorities concerned should collaborate with the United Nations in the development of concrete action plans to put an end to violations of international humanitarian law and human rights, and to strengthen the protection of civilians and access to basic services. For example, Switzerland is working in Mali to provide educational opportunities in conflict-affected areas. In addition, we learn from the Secretary-General's report that the operational context for humanitarian agencies remains difficult due to insecurity and limited access. In this regard, we recall resolution 2730 on the protection of United Nations and humanitarian personnel.

Second, it is crucial to promote dialogue and coordinate multinational, regional and bilateral commitments to alleviate internal and inter-state tensions in order to prevent crises from escalating. The resurgence of tensions at sub-regional level is worrying. We welcome the advocacy activities and good offices undertaken by Special Representative Simão and other actors. We also welcome the decision taken by the AU Peace and Security Council in May 2024 to appoint a high-level facilitator for countries in transition. In order to rebuild trust and find a way out of the many crises shaking the sub-region, Switzerland remains committed to promoting forums for exchange and dialogue between different stakeholders.

Third, civil and political space is fundamental if the millions of young people in the region are to realize their economic and social potential. The reduction of these spaces in certain countries is worrying. In particular, the Secretary-General's report highlights the ban on the activities of political parties and civil society organizations. A vibrant civil society holds governments to be accountable, to ensure transparency and increases confidence in the government. We call on all States to create an enabling environment and ensure respect for the rights of peaceful assembly, freedom of association and freedom of expression, including for members of all political parties. In this respect, Switzerland takes note of Mali's recent decision to lift the suspension of political parties and activities of political nature of associations. We therefore encourage UNOWAS to continue its work on promoting good governance.

Madam President,

Switzerland will pursue its commitment to sustainable peace, development in the region and the mitigation of security risks linked to climate change. In view of our presidency in October, we will also ensure that exchanges with the Peace and Security Council of the AU allow for in-depth reflection on the Sahel, in line with regional expectations and those of the countries concerned. We urge both Councils to maintain their support and focus on the region.

Thank you.